

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/W/17

G/SCM/W/24

12 juillet 1995

(95-1967)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET
REGLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT
DES ETATS-UNIS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET
DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 5 juillet 1995.

En réponse à l'aérogramme WTO/AIR/78 - Calendrier d'examen des législations en matière de mesures antidumping et de mesures compensatoires - j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint les observations et questions du Japon en vue de la réunion extraordinaire conjointe des Comités des pratiques antidumping et des subventions et des mesures compensatoires qui se tiendra du 17 au 21 juillet 1995.

1. Production captive

Conformément à l'article 3.6 de l'Accord antidumping, les Membres doivent évaluer l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping "par rapport à la production nationale du produit similaire". Or, aux termes de la loi des Etats-Unis, l'effet du volume d'importations peut être évalué, par rapport à un sous-ensemble de la production nationale: le "marché de gros" (voir l'article 771 7) C) iv) du Titre VII de la Loi douanière de 1930).

Question

Les Etats-Unis peuvent-ils indiquer l'article de l'Accord antidumping en vertu duquel le volume d'importations et l'effet des importations peuvent être évalués sur une base autre que la production nationale totale du produit similaire?

2. Déduction des bénéfices du prix à l'exportation construit

Conformément à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, les Membres doivent tenir compte des "frais, droits et taxes compris, intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que des bénéfices", lorsqu'ils comparent la valeur normale et le prix à l'exportation construit. Aux termes de la loi des Etats-Unis, les "bénéfices" en ce qui concerne les ventes effectuées aux Etats-Unis doivent être calculés selon une formule qui inclut les bénéfices résultant des ventes effectuées sur le marché intérieur et sur les marchés de pays tiers (voir l'article 772 f)).

Question 1

Une lecture littérale de l'article 2.4 de l'Accord antidumping fait apparaître clairement que les "bénéfices" s'entendent des bénéfices résultant uniquement des ventes effectuées aux Etats-Unis. Par conséquent, pour quelle raison les "bénéfices" au sens de la loi des Etats-Unis correspondraient-ils à des activités qui ne sont pas associées à des ventes effectuées aux Etats-Unis?

Question 2

Aux termes de la loi des Etats-Unis, les bénéfices doivent être déduits du prix à l'exportation construit; qu'en est-il pour ce qui est de la valeur normale?

3. Ajustement de la valeur normale pour tenir compte du niveau commercial

Conformément à la loi des Etats-Unis, le prix à l'exportation construit est ramené au prix sortie usine, par déduction des frais et bénéfices. Ainsi, le prix net aux Etats-Unis est toujours équivalent au prix sortie usine au stade du commerce de gros. Toutefois, aux termes de la loi, lorsque le prix de départ pour l'établissement de la valeur normale se situe à un stade avancé de la distribution, celle-ci n'est ramenée au stade sortie usine que si les conditions requises pour opérer un ajustement afin de tenir compte du niveau commercial sont remplies. Ainsi, le prix aux Etats-Unis est automatiquement ramené au stade sortie usine, mais l'ajustement à la baisse de la valeur normale est soumis à certaines conditions (voir l'article 773 a) 7) A)).

Question 1

Etant donné que, conformément à l'article 2.4 de l'Accord antidumping, les Membres doivent tenir dûment compte de certains éléments et opérer les ajustements appropriés de manière qu'il y ait symétrie des prix en toutes circonstances, la loi des Etats-Unis n'est-elle pas incompatible avec l'Accord dans la mesure où le processus d'ajustement est asymétrique?

Question 2

Dans quelles dispositions de l'Accord antidumping le gouvernement des Etats-Unis trouve-t-il une justification à ce double critère?

4. Limitation de la correction pour la valeur normale

L'article 2.4 de l'Accord antidumping dispose expressément que les Membres "tiendront dûment compte" de certains éléments afin d'assurer que les comparaisons de prix soient symétriques. La loi des Etats-Unis prévoit un ajustement à la baisse du prix à l'exportation construit pour tenir compte des frais de commercialisation et des bénéfices. Toutefois, elle ne contient aucune disposition parallèle et inconditionnelle autorisant un ajustement à la baisse de la valeur normale. Au contraire, l'ajustement à la baisse de la valeur normale se limite en montant de l'ajustement du prix à l'exportation construit (voir l'article 773 a) 7) B)).

Question 1

Sur quel article de l'Accord antidumping les Etats-Unis fondent-ils leur décision de limiter le montant à déduire de la valeur normale?

Question 2

A supposer qu'aucune disposition de l'Accord antidumping ne justifie cette asymétrie, en vertu de quelle raison d'ordre juridique ou de quel principe de droit le montant des frais de commercialisation à déduire de la valeur normale est-il limité?

5. Détermination de la valeur normale

Aux termes de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, la valeur normale devrait être déterminée sur la base des ventes d'une entreprise située sur le marché intérieur, à un pays tiers approprié, ou du coût de production. Toutefois, ces dispositions ne permettent pas d'utiliser comme base de détermination de la valeur normale les ventes effectuées par une entreprise distincte (mais liée) située dans un autre pays. Or, conformément aux dispositions de la loi des Etats-Unis relatives aux sociétés multinationales (Règle particulière applicable à certaines sociétés multinationales) le Département du commerce doit utiliser une valeur normale qui n'est pas autorisée par l'Accord antidumping (voir l'article 773 d)).

Question

Eu égard aux définitions de la valeur normale qui sont données à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, comment les dispositions de la loi des Etats-Unis relatives aux sociétés multinationales peuvent-elles être compatibles avec ledit article?

6. Anticontournement

Dans la Décision ministérielle de Marrakech sur l'anticonournement, il est reconnu qu'aucune règle ni procédure uniforme n'a été adoptée dans ce domaine. Il y est indiqué que les Membres devraient adopter aussitôt que possible des règles anticonournement uniformes. Cette décision ne les autorise cependant pas à adopter des règles anticonournement qui soient incompatibles avec l'Accord antidumping en vigueur (voir l'article 781).

Question

Sur quel article de l'Accord antidumping les dispositions anticonournement de la loi des Etats-Unis sont-elles fondées?

7. Evaluation cumulative croisée des importations faisant l'objet d'une enquête antidumping ou d'une enquête en matière de droits compensateurs

Aux termes de l'article 15.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il est possible de procéder à une évaluation cumulative des effets des importations faisant simultanément l'objet d'enquêtes en matière de droits compensateurs. Cette possibilité est également prévue à l'article 3.3 de l'Accord antidumping. Toutefois, aucun des deux accords n'autorise l'évaluation cumulative croisée quelles que soient les circonstances (voir l'article 771 7) G)).

Question 1

La loi des Etats-Unis permet-elle de procéder à une évaluation cumulative croisée des effets des importations faisant l'objet d'enquêtes antidumping ou d'enquêtes en matière de droits compensateurs?

Question 2

S'il est possible de procéder à une évaluation cumulative croisée, quel est l'article de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ou de l'Accord antidumping qui autorise ce genre d'évaluation?